

Un budget 2026 austère pour les uns, gourmand pour les autres

Municipal Les élus ont accepté d'envoyer la seconde mouture du texte en Commission des finances. La question des nouveaux postes, des annuités et des subventions reste ouverte.

Lorraine Fasler

Un mois après un premier refus, le Conseil municipal genevois a finalement accepté lundi d'entrer en matière sur le projet de budget 2026. Le texte, qui présente désormais un déficit de 69,3 millions de francs, est renvoyé en Commission des finances pour étude, par 43 voix contre 33.

Le 14 octobre, Le Centre et la droite avaient bloqué l'exercice budgétaire en refusant tout débat sur un projet affichant alors un déficit de 62,1 millions. Depuis, la situation s'est péjorée avec une chute supplémentaire de recettes fiscales de 28 millions de francs, conduisant le Conseil administratif à dégraisser au sein des départements, geler les mécanismes salariaux (annuité et indexation) et les 55 nouveaux postes ainsi qu'à réduire des subventions.

Au total, ces mesures, présentées «sans gaieté de cœur» par le chef des Finances, Alfonso Gomez, devraient générer environ 21 millions d'économies.

Revirement assumé

Changement de cap pour le MCG et les Vert'libéraux qui se distancient de la droite en soutenant ce projet de budget bis. Pour Daniel Sormanni, «si on bloque à ce stade, ce sont les douzièmes provisionnels. Cela signifie reprendre le budget de l'an passé avec les charges augmentées et voter ensuite des crédits supplémentaires». L'élue MCG estime qu'il est encore possible de réduire les dépenses d'environ 10 millions tout en sauvegardant les mécanismes salariaux.

«Le Conseil administratif a enfin pris ses responsabilités pour identifier 21 millions d'économies», note Yves Herren, chef de groupe Le Centre-Vert'libéraux, qui se félicite d'avoir renvoyé l'Exécutif à sa copie. «À présent, nous pouvons être efficaces en Commission des finances en cherchant des économies de plus petite taille».

Comme les Verts, le Parti socialiste a soutenu cette nouvelle mouture du projet de budget



Alfonso Gomez, grand argentier, lors de la présentation du projet de budget 2026 bis de la Ville le 13 novembre.

«On nous sert de la poudre de perlimpinpin en parlant de 50 postes gelés alors qu'ils n'étaient de toute façon pas repourvus.»

Alexandre Chevalier
Conseiller municipal UDC

même si ses membres se disent déçus et choqués par la politique menée par un Conseil administratif à majorité de gauche.

«Nous nous attendions à mieux et à plus ambitieux. Vous avez même été plus loin en coupant 21 millions alors que la droite, par sa motion, vous demandait de réduire le déficit de 13 millions!» a lancé Guilhem Kokot, coprésident du PS Ville de Genève. Il appelle au soutien des futurs amendements que le parti déposera pour protéger les

conditions salariales et les prestations publiques.

C'est précisément pour combattre la mesure touchant les fonctionnaires de la Ville que le groupe Ensemble à Gauche et Union populaire s'est, lui, opposé au projet de budget.

«Vous avez capitulé dès le début de la législature sans combattre!» déclame avec ferveur Jean Burgermeister. Selon lui, le gel des salaires et la dépendance accrue aux revenus du *trading* profitent aux plus riches, tandis que les services publics et les habitants paient le prix fort. Il appelle la population et le personnel public à se mobiliser.

Une droite divisée

Privés du soutien de leurs anciens alliés du centre droit, l'UDC et le PLR n'ont pas fait le poids. Ils ont campé sur leur position, refusant une fois encore l'entrée en matière du budget qu'ils jugent toujours trop gourmand.

L'UDC réclame des économies bien supérieures et se tient à la ligne dessinée par la motion co-signée en octobre par la droite et

Le Centre afin de plafonner le déficit à 49 millions de francs. «Le deal n'est pas conclu!» résume Alexandre Chevalier.

«On savait que l'entrée en matière serait votée, ajoute-t-il, mais nous restons cohérents. On nous sert de la poudre de perlimpinpin en parlant de 50 postes gelés alors qu'ils n'étaient de toute façon pas repourvus. Pourquoi ne pas les supprimer tout simplement? Et les annuités, on sait déjà que la majorité de gauche et le MCG les réintégreront.»

Pour le PLR Maxime Provini, il s'agit de garder une ligne claire: comment accepter un déficit porté à 69 millions alors que la première version à 62 millions avait été balayée?

Quant à la rupture de stratégie avec le groupe Le Centre-Vert'libéraux et le MCG, le chef de groupe assure ne pas s'en formaliser, jugeant ces derniers simplement «plus frileux».

De nombreux amendements ne manqueront pas d'être déposés par les partis, débattus et soumis au vote lors de la plénière budgétaire du 6 décembre.